



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉUNION

**Sous-préfecture de Saint-Paul**

Bureau de la réglementation et de  
la police administrative

**ARRÊTÉ N°727 /SP SAINT-PAUL/ BRPA du 26 avril 2018**  
**Portant abrogation de l'habilitation dans le domaine funéraire accordée à**  
**à l'entreprise « F T F (Fontaine Transport Funéraire) »**

-----  
**LE PRÉFET DE LA RÉUNION,**  
**chevalier de la Légion d'honneur,**  
**chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 relative à la législation dans le domaine funéraire ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2797 du 26 décembre 2017 portant délégation de signature à M. Frédéric CARRE, sous-préfet de Saint-Paul et à ses collaborateurs ;
- VU l'arrêté n° 4617/CAB du 24 septembre 2014 accordant une habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise F T F (Fontaine Transport Funéraire) ;
- VU la demande de déclaration de radiation signée par M. FONTAINE datée du 4 avril 2018 ;

**CONSIDÉRANT**

que Monsieur FONTAINE Fabrice, gérant de la société « F T F (Fontaine Transport Funéraire) », a transmis une demande de déclaration de radiation datée du 04 avril 2018, au T.G.I de Saint Pierre relative à la cessation de son activité en date du 31 mars 2018 ;

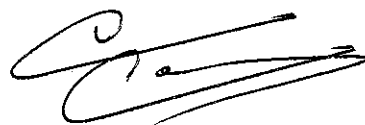
**SUR** proposition du sous-préfet de Saint-Paul :

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1ER :** L'habilitation dans le domaine funéraire délivrée à l'entreprise « F T F (Fontaine Transport Funéraire) » par l'arrêté n° 4617/CAB du 24 septembre 2014 est abrogée à la signature du présent arrêté ;

**ARTICLE 2 :** Le sous-préfet de Saint-Paul est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au préfet de La Réunion, et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Saint-Paul,



Frédéric CARRE

### **Voies et délais de recours :**

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision (du présent arrêté), les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services.
- un recours hiérarchique peut être introduit auprès du ministre de l'intérieur.
- un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis, sis 2 ter rue Félix Guyon, 97400 SAINT-DENIS dans les deux mois suivant la date de notification de la décision contestée ou la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique.